

Depuis quelques semaines la direction de B2S Le Mans ne s'active que pour une chose: **sanctionner les salariés**. Il est vrai que c'est plus facile de licencier, que de ce poser des questions sur l'origine des problèmes... Et surtout de les résoudre...

L'affaire ou plutôt les affaires.

Il n'y a rien de vraiment nouveau sur le site ou plutôt sur le plateau 1. En effet, depuis plus d'un an les affaires se succèdent : logues fantômes, ordinateurs portables servant à MSN ou mise en lecture de DVD sur le plateau, sélection des enregistrements pour le client, statistiques transmis au client et au Comité d'Entreprise avec des chiffres erronés pour ne pas dire falsifiés, etc etc... Enfin voilà, la saga HLI/T2 est longue et riche à la fois d'événements surprenants. Dernièrement la direction a découvert que bon nombre de téléopérateurs n'était pas très rigoureux dans le traitement de leurs appels ou de leurs journées de travail.

Bien entendu certaines fautes ont été commises par quelques TO, mais est ce que pour autant cela mérite un licenciement? Il ne s'agit pas de justifier tout et n'importe quoi mais plutôt d'essayer de comprendre pourquoi nous en sommes là et de poser le véritable débat:

Pourquoi nous en sommes là et qui est vraiment responsable?

Pour **Sud**, la responsabilité de la direction est entièrement engagée. En effet, on ne nous fera pas croire que ce sont des TO qui loguaient des "fantômes" pour écouler les appels. Ne serait parce que seule cette dernière avait la possibilité de créer les logues... On ne nous fera pas croire que la multiplication des dérives n'a jamais été vue par la direction. Pour la petite histoire même après avoir prouvé la responsabilité de la direction du plateau sur l'affaire des DVD seules des TO ont été sanctionnés. Le laissé aller combiné avec la non réactivité de la direction générale de B2S a amené cette situation et c'est en cela qu'elle en est responsable. **Après tout n'est t'elle pas payée le triple voir 7 fois plus qu'un TO pour faire fonctionner le site ?** D'ailleurs :

- Il serait intéressant de connaître la position de la **direction du site** sur le fait que les personnes **en responsabilité sur ce plateau** n'aient rien vu aujourd'hui comme hier.
- Il serait intéressant de connaître la position de la **direction du site** sur le fait que les personnes **en responsabilité sur les statistiques** n'aient rien vu aujourd'hui comme hier.
- Il serait intéressant de connaître la position de la **direction générale** sur le fait que les personnes **en responsabilité sur le site** n'aient rien vu aujourd'hui comme hier.

La démonstration pourrait être assez longue mais il ne faut comprendre qu'une chose : **la direction est innocente et n'a jamais rien vu ni rien fait**. Par contre elle aurait voulu que des superviseurs puissent tout voir. Peu importe si le superviseur a un million de tâches dont une partie est en dehors de son périmètre de compétence établie par la classification de la branche. De plus, tout mettre sur le dos d'un superviseur reviendrait à dire que sa fonction ne consiste qu'à surveiller toutes les secondes de la vie d'un TO. Si la logique du n+1 est respectée pourquoi ne pas remonter tout en haut?

Est ce juste de licencier un TO pour avoir zappé des appels ? N'y a t'il pas des sanctions plus graduées ? Non il n'est pas pensable d'accepter de telles sanctions vu le contexte historique de ce plateau. C'est dans ce sens que nous avons proposé à **tous les syndicats et aux salariés concernés de monter collectivement une contestation sur le fond et la forme des licenciements**. La direction avait pourtant une autre possibilité celle de mettre un avertissement aux personnes concernées. Puis elle aurait dû faire une réunion afin de repartir à zéro. Bien entendu une remise à plat de la hiérarchie aurait été nécessaire. Mais bon accepter de tirer un trait aurait nécessité un minimum d'autocritique...

La surveillance informatique est t'elle acceptable à ce niveau là ?

Pour **Sud** les moyens informatiques ne peuvent pas servir à des fins de sanction. Le CNIL a pourtant fait un certain nombre de recommandations... Aujourd'hui, nous vivons sous la pression de nos machines qui épient chaque seconde de notre vie. Cela est d'autant plus stressant et inquiétant que la direction s'en sert pour mener une politique 100% répressive.

Est ce que cette dernière désire liquider les effectifs en vu de faire un PSE le moins gros possible? Est ce que la direction désire appliquer les règles des sites Marocains ?

Un peu des deux sans doute puisque d'un côté la direction diminue petit à petit le nombre d'heures de production sur le plateau 3. Et de l'autre elle dégrade, casse nos conditions de travail en nous surveillant via l'informatique, elle mutualise sans discussion possible et maintenant elle désire faire prendre des appels aux OPQ et formateurs qui pourtant sont déjà surbookés. **Le syndicat Sud mettra à l'ordre du jour l'ensemble de ces questions aux prochains CE et déclenchera toutes les mesures qui pourraient permettre d'arrêter le massacre social et psychologique.**